

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 265

4 février 2013

SOMMAIRE

AMP Capital Investors (MGN Gas) S. à r.l.	Nautic Star Marine Holding S.A.	12676
..... 12699	NBIM Otto W1 S.à r.l.	12676
Axel Immo S.à r.l.	NEF Battery Holdings S.à r.l.	12675
..... 12681	NEF Cable Holdings S.à r.l.	12676
Blang - Lauterbach S.à r.l.	Net Channel S.A.	12676
..... 12681	Net Channel S.A.	12678
Brastin S.A.	New Ice S.A.	12678
..... 12681	New Pharma Invest Holding S.A.	12679
Delta Securities International Holding S.A.	New Pharma Invest Holding S.A.	12677
..... 12720	New Pharma Invest Holding S.A.	12679
Globeweb S.à r.l.	New Pharma Invest Holding S.A.	12677
..... 12719	Newportland S.A.	12679
Graco International Holdings	Niche Guardian S.à r.l.	12676
..... 12719	Noisy Le Sec Participations S.A.	12679
Great Brands Holdings S.A.	Nostro S. à r.l.	12680
..... 12712	Nouvelle All-Décor S.à r.l.	12678
ImmoFra S.A.	NTR Lux Finance S.à r.l.	12678
..... 12682	Optimum Lux S. à r.l.	12679
KMU Portfolio S.A.	Parcoy Holdings S.à r.l.	12712
..... 12682	Partecipations Sanitaire S.A.	12680
Leglux S. à r. l.	Pathway Finance	12680
..... 12681	Pathway IP	12680
Lemon Event & Communication Services	Pi Selector S.à r.l.	12680
..... 12681	Real Rendite AI S.A.	12682
LM & Co S.A.	SN Parent S.à r.l.	12719
..... 12681	Sophielux 2	12701
Mat Investment S.A.	Steenhaus S.à r.l.	12719
..... 12675	The historic river S.A.	12720
Melina S.A., société de gestion de patrimoine familial	Wert PAB S.à r.l.	12720
..... 12675		
Messicana S.A.		
..... 12674		
Metal Finance S.A.		
..... 12675		
MI Developments Luxembourg S.à r.l.		
..... 12674		
Milton Investments S.A.		
..... 12674		
MKF McKelcey Funds S.A.		
..... 12674		
Motolux S.A.		
..... 12674		
Munhowen Lifestyle Sàrl		
..... 12677		
Nabbe Investments S.à r.l.		
..... 12675		
Nabors Luxembourg S.à r.l.		
..... 12677		
Nabors Lux Finance 2		
..... 12677		
Nautic Star Marine Holding S.A.		
..... 12678		

Motolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, route de Bettembourg, Z.C. le 2000.
R.C.S. Luxembourg B 159.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013001091/10.

(130000020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

MKF McKelcey Funds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 132.725.

—
RECTIFICATIF

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2011 (rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2011 déposé le 11/09/2012 no L120156249) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001087/11.

(130000313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Milton Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.714.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MILTON INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013001081/11.

(130000238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

MI Developments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 100.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 149.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 janvier 2013.

Référence de publication: 2013001076/10.

(130000363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Messicana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 122.216.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013001073/12.

(130000252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Mat Investment S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 121.513.

Le domicile de la société MAT INVESTMENT S.A. établi à L-1413 LUXEMBOURG, 3, Place Dargent, a été dénoncé avec effet au 31 décembre 2012.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

CTP, Companies & Trusts Promotion S.à r.l.

Référence de publication: 2013001069/10.

(130000529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Melina S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 50.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001071/10.

(130000114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Metal Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 12.573.

Les statuts coordonnés au 20/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 02/01/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013001075/12.

(130000457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nabbe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 160.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Nabbe Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013001097/11.

(130000159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

NEF Battery Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NEF Battery Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013001112/11.

(130000166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nautic Star Marine Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 162.112.

—
EXTRAIT

Il a été signifié à la société en date du 31 décembre 2012 la démission des quatre administrateurs en la personne de Jean-Yves Nicolas, Marc Koeune, Michaël Zianveni et Sébastien Gravière, ainsi que la démission du commissaire aux comptes, la société CeDerLux-Services S.A R.L.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013001103/12.

(130000152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

NBIM Otto W1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 171.609.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65598 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001109/10.

(130000414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

NEF Cable Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 129.946.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NEF Cable Holdings S. à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013001113/11.

(130000290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Net Channel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 61.186.

—
Par la présente, je vous informe de ma décision de démissionner de ma fonction d'administrateur, d'administrateur délégué et de membre du Conseil d'Administration de la société NET CHANNEL S.A., RCS Luxembourg B 61.186, siège social 34 rue Michel Rodange, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 décembre 2012.

M. Bourkel.

Référence de publication: 2013001115/11.

(130000435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Niche Guardian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2222 Luxembourg, 222, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 109.438.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013001100/10.

(120226709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nabors Lux Finance 2, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001098/10.

(120226691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nabors Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 96.838.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001099/10.

(120226687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

New Pharma Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 90.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NEW PHARMA INVEST HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013001120/10.

(130000331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

New Pharma Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 90.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NEW PHARMA INVEST HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013001121/10.

(130000332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Munhowen Lifestyle Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 35, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 123.494.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013001093/14.

(120226807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nautic Star Marine Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 162.112.

Le 28 décembre 2012 la société FIDUCENTER S.A., société anonyme avec siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec ladite société NAUTIC STAR MARINE HOLDING S.A. ayant son siège social au L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire

Référence de publication: 2013001102/12.

(120226782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Net Channel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 61.186.

Par la présente, je vous informe de ma décision de démissionner de ma fonction d'administrateur et de membre du Conseil d'Administration de la société Net Channel S.A., RCS Luxembourg B 61.186, siège social 34 rue Michel Rodange, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 29 décembre 2012.

A. Vancheri.

Référence de publication: 2013001116/11.

(130000435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

New Ice S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 39.607.

Le contrat de domiciliation conclu entre la société LuxGlobal Trust Services S.A. et la société New Ice S.A. 42-44 avenue de la gare L-1610 Luxembourg a pris fin en date du 28 décembre 2012 et le siège social a été dénoncé avec effet à la même date.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

LuxGlobal Trust Services S.A.

Référence de publication: 2013001119/11.

(130000133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nouvelle All-Décor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 99, rue des Trévières.

R.C.S. Luxembourg B 145.421.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001127/10.

(120226805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

NTR Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 126.914.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 janvier 2013.

Référence de publication: 2013001128/10.

(130000192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Noisy Le Sec Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 64.839.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013001125/10.

(120226708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Newportland S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 130.088.

Le contrat de domiciliation conclu entre la société LuxGlobal Trust Services S.A. et la société Newportland S.A. 42-44 avenue de la gare L-1610 Luxembourg a pris fin en date du 28 décembre 2012 et le siège social a été dénoncé avec effet à la même date.

Luxembourg, le 28 décembre 2012.

LuxGlobal Trust Services S.A.

Référence de publication: 2013001124/11.

(130000137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

New Pharma Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 90.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NEW PHARMA INVEST HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013001123/10.

(130000334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

New Pharma Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 90.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NEW PHARMA INVEST HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013001122/10.

(130000333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Optimum Lux S. à .rl., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 110.712.

Par la présente, nous vous informons que le domicile de la Société, situé au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est dénoncé avec effet au 31 décembre 2012.

Le contrat de domiciliation existant entre Vistra (Luxembourg) S.à r.l. et la Société a été résilié à la même date.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Pour Vistra (Luxembourg) S.à r.l.

Société domiciliataire

Ivo Hemelraad

Référence de publication: 2013001132/13.

(120226989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pathway Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.709.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65567 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001143/10.

(130000526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pathway IP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.147.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65568 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001144/10.

(130000523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Pi Selector S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.675,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Référence de publication: 2013001147/10.

(130000321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Participations Sanitaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 144.006.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013001167/10.

(120226996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Nostro S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 3, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 33.649.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013001126/14.

(120226919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Axel Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 105.718.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001538/9.

(130001156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Blang - Lauterbach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 57, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 85.211.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001572/9.

(130000881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Brastin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 133.204.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001574/9.

(130000824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Leglux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 12, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 65.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001860/9.

(130000832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Lemon Event & Communication Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8283 Kehlen, 4, rue de Schoenberg.

R.C.S. Luxembourg B 136.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001861/9.

(130001083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

LM & Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8094 Bertrange, 52, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 103.696.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001867/9.

(130001192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Immofra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 32.175.

—
Rectificatif du dépôt L120220987

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013001812/10.

(130001311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

KMU Portfolio S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 147.529.

—
Le bilan de la Société au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour KMU Portfolio S.A.

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013001835/12.

(130000718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Real Rendite AI S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 173.691.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendzwoölf, den achtzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Pierre Probst, mit Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die société anonyme Alceda Fund Management S.A., mit Gesellschaftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt unter der Nummer B 123356,

vertreten durch Herrn Jean-Claude Michels, Angestellter, beruflich ansässig in L-1736 Senningerberg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Senningerberg, am 17. Dezember 2012.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (Société Anonyme), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Begriffsbestimmungen

"Aktie"	Eine Aktie der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds.
"Aktionär"	Ein institutioneller und Sachkundiger Investor, der Aktien erworben hat.
"Aktionärsversammlung"	Die Generalversammlung der Aktionäre
"Artikel"	Ein Artikel der Satzung.
"Ausgeschlossene Person(en)"	Alle natürliche Personen sowie Personengesellschaften, Kapitalgesellschaften oder sonstige juristische Personen, deren Anlage in Aktien nach Einschätzung des Verwaltungsrates für die bestehenden Aktionäre oder die Investmentgesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds von Nachteil sein könnte (insbesondere umfasst diese Kategorie auch ggf. Wettbewerber des Fonds- oder Anlageberaters oder dessen Verbundenen Unternehmen), die Verletzung von (in Luxemburg oder andernorts geltenden) Rechtsvorschriften zur Folge haben könnte oder für die Investmentgesellschaft, den jeweiligen Teilfonds oder deren Tochtergesellschaften einen steuerlichen oder sonstigen aufsichtsrechtlichen Nachteil (einschließlich der Einstufung des Fondsvermögens als "Planvermögen" im Sinne der Vorschriften des US-Arbeitsministeriums (Department of Labor) gemäß dem

	Arbeitnehmerrentengesetz (Employee Retirement Income Security Act) von 1974 in seiner jeweils geltenden Fassung) sowie Strafen oder Bußgelder verursachen könnte, die andernfalls nicht entstanden wären. Der Begriff "Ausgeschlossene Person(en)" schließt alle Anleger, welche die Definition für "Sachkundige Investoren" nicht erfüllen, sowie US-Personen ein.
"Bankarbeitstag"	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
"Bewertungstag"	Der 31. Dezember eines jeden Jahres, sowie jeder gemäß dem Emissionsdokument ggf. für jeden Teilfonds festgelegte oder durch den Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen zu Zwecken der Berechnung des Nettoinventarwerts bestimmte Tag. Ist ein solcher Tag kein Bankarbeitstag, wird der Nettoinventarwert je Aktie am nächstfolgenden Bankarbeitstag bestimmt.
"Bindungszeitraum"	Der für den jeweiligen Teilfonds im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen gemäß den Bestimmungen einer Zeichnungsvereinbarung von der Investmentgesellschaft abgerufen und von den Investoren an den jeweiligen Teilfonds gezahlt werden sollen.
"Closing"	Die von dem Verwaltungsrat bestimmten Tage, an denen Zeichnungsvereinbarungen potentieller Investoren durch die Investmentgesellschaft angenommen werden.
"CSSF"	Die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die luxemburgische Finanzaufsicht oder eine Nachfolgebehörde.
"Deutsches Versicherungsunternehmen"	Ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine Pensionskasse, ein Pensionsfonds oder eine sonstige Pensionseinrichtung (einschließlich einem Deutschen Versorgungswerk) und jede andere Einheit, die dem deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz unterliegt.
"Deutsches Versicherungsaufsichtsgesetz"	Das Gesetz über die Beaufsichtigung der Versicherungsunternehmen, in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Depotbank"	Die Bank, die von der Investmentgesellschaft als Depotbank im Sinne des Gesetzes von 2007 ernannt wird.
"Eingezahlte Kapitalzusagen"	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren, der schon abgerufen und an den jeweiligen Teilfonds gezahlt wurde.
"Einzahlungsaufforderung"	Die Aufforderung der Investmentgesellschaft an einen Investor, einen prozentualen Anteil seiner Offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien eines bestimmten Teilfonds zu zahlen.
"Emissionsdokument"	Das Emissionsdokument der Investmentgesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Ergänzungen..
"Erstemissionsphase"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und für den jeweiligen Teilfonds im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, während dessen Aktien zum Erstemissionspreis ausgegeben werden.
"Erstemissionspreis"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte Preis je Aktie, zu dem die Investmentgesellschaft Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse zuzüglich einer gegebenenfalls anwendbaren Ausgabegebühr während der Erstemissionsphase ausgibt. Der für den jeweiligen Teilfonds bzw. dessen Aktienklassen geltende Erstemissionspreis wird im Emissionsdokument erwähnt.
"Erstes Closing"	Das für den jeweiligen Teilfonds im Emissionsdokument näher definierte erste Closing.
"Euro" oder "EUR"	Die gesetzliche Währung der EU-Mitgliedstaaten, die gemäß dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union und den Vertrag von Amsterdam, die Gemeinschaftswährung eingeführt haben.
"Gesetz von 1915"	Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils aktuellen und/oder ersetzten Fassung.
"Gesetz von 2007"	Das Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds, in der jeweils geltenden Fassung sowie ggf. dessen Nachfolgegesetze.
"Investmentgesellschaft"	Real Rendite AI S.A.
"Investor"	Jeder institutionelle und Sachkundige Investor, welcher eine Zeichnungsvereinbarung unterschrieben hat. Falls die Umstände es erfordern, beinhaltet der Begriff "Investor" ebenfalls den Begriff "Aktionär".

"Kapitalzusage"	Die durch den Investor gegenüber der Investmentgesellschaft durch Unterzeichnung der Zeichnungsvereinbarung eingegangene Verpflichtung, den darin angegebenen Geldbetrag gegen Ausgabe von Aktien eines bestimmten Teilfonds einzuzahlen.
"Mémorial"	Das Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
"Nettoinventarwert"	Der gemäß Artikel 17 dieser Satzung und dem Emissionsdokument bestimmte Nettoinventarwert der jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklassen.
"Offene Kapitalzusagen"	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren, der noch nicht abgerufen und an den entsprechenden Teilfonds gezahlt wurde.
"Sachkundige Investoren"	Ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 Absatz (1) des Gesetzes von 2007. Dies sind institutionelle Investoren, professionelle Investoren sowie jeder andere Investor, der die folgenden Bedingungen erfüllt: 1) er hat schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Investor erklärt; und 2) (i) er investiert mindestens 125.000 Euro in die Investmentgesellschaft oder (ii) er verfügt über eine Beurteilung eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen spezialisierten Investmentfonds einschätzen zu können.
"Satzung"	Dieses Dokument.
"Säumiger Investor"	Ein von der Investmentgesellschaft gemäß den Bestimmungen der Satzung und des Emissionsdokumentes für säumig erklärter Investor.
"Teilfonds"	Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft im Sinne von Artikel 71 des Gesetzes von 2007, wie im Emissionsdokument näher beschrieben.
"Tochtergesellschaft(en)"	Hat die im Emissionsdokument beschriebene Bedeutung.
"US Person"	Hat die in Regulation S des US-Wertpapiergesetzes von 1933 zugewiesene Bedeutung.
"Verbundenes Unternehmen"	Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50% beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.
"Verwaltungsgesellschaft"	Alceda Fund Management S.A..
"Verwaltungsrat"	Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft.
"Verwaltungsratsmitglied"	Ein Mitglied des Verwaltungsrats.
"Wirtschaftsprüfer"	Der im Emissionsdokument genannte unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé).
"Zeichnungsvereinbarung"	Die zwischen dem Investor und der Investmentgesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien eines bestimmten Teilfonds zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien des entsprechenden Teilfonds zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Investmentgesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien des jeweiligen Teilfonds an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.

Kapitel I. Name - Geschäftssitz - Dauer - Geschäftszweck.

Art. 1. Name. Die Investmentgesellschaft ist als Aktiengesellschaft (société anonyme) errichtet und qualifiziert als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), unter der Bezeichnung "Real Rendite AI S.A.".

Art. 2. Geschäftssitz.

(1) Der Geschäftssitz der Investmentgesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Der Verwaltungsrat ist autorisiert, den Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Niederanven zu verlegen. Der Gesellschaftssitz kann im Wege eines Beschlusses des alleinigen Aktionärs oder im Falle einer Mehrzahl von Aktionären mittels eines Beschlusses der Aktionärsversammlung in eine andere Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden in der Weise wie für jede Änderung der Satzung vorgesehen. Ferner können Niederlassungen, Tochtergesellschaften und Repräsentanzen entweder im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

(3) Stellt der Verwaltungsrat fest, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Investmentgesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Geschäftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die luxemburgische Nationalität der Investmentgesellschaft haben.

Art. 3. Dauer.

(1) Die Investmentgesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet.

(2) Die Auflösung kann jedoch jederzeit durch die Aktionärsversammlung beschlossen werden und zwar in der Form, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, und gemäß Artikel 35.

Art. 4. Geschäftszweck.

(1) Ausschließlicher Geschäftszweck der Investmentgesellschaft ist, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Investmentgesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds und des Gesetzes von 2007 anzulegen und ihren Aktionären das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(2) Die Investmentgesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Verwaltungsrat zur Erfüllung und Förderung dieses Geschäftszwecks für nützlich hält, und zwar im weitest möglichen Rahmen entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.

(1) Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung, die im Emissionsdokument festgelegte Anlagepolitik und die Anlagegrenzen der Investmentgesellschaft und der Teilfonds umzusetzen und die Handlungsrichtlinien der Verwaltung und der geschäftlichen Angelegenheiten der Investmentgesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen festzulegen.

(2) Anlagen können dabei entweder direkt oder indirekt, beispielsweise über Tochtergesellschaften und Co-Investments getätigt werden. Wird in dieser Satzung auf "Anlagen" und "Vermögensgegenstände" Bezug genommen, umfassen die Begriffe sowohl direkte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen als auch indirekte Anlagen und/oder das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Kapitel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Kapital.

(1) Das Kapital der Investmentgesellschaft entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert aller Teilfonds gemäß Artikel 17.

(2) Das Gründungskapital der Investmentgesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-) und besteht aus einunddreißig (31) voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert.

(3) Die Investmentgesellschaft kann jederzeit weitere nennwertlose und voll eingezahlte Aktien ausgeben ohne, falls nicht vom Verwaltungsrat entschieden oder im Emissionsdokument angegeben, den bestehenden Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen.

(4) Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (Euro 1.250.000,-). Das Mindestkapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten ab dem Tag der Zulassung der Investmentgesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen erreicht werden.

Art. 7. Schwankungen des Kapitals. Das Kapital der Investmentgesellschaft kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Investmentgesellschaft oder, insofern zulässig, der Rücknahme oder Einziehung von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Teilfonds.

(1) Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates jederzeit ein oder mehrere Teilfonds, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Investmentgesellschaft darstellen, auflegen. Die Investmentgesellschaft kann für jeden Teilfonds spezifische Merkmale festsetzen und jedem Teilfonds eine eigene spezifische Bezeichnung zuteilen.

Die Teilfonds können sich insbesondere durch ihre Anlagepolitik und -Strategie, ihre Anlagestruktur oder den Investoren, die den jeweiligen Teilfonds zeichnen, unterscheiden.

(2) Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses einzelnen Teilfonds.

(3) Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich für Ansprüche der Aktionäre dieses Teilfonds und für Forderungen von Gläubigern, die im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

(4) Die Aktien eines jeden Teilfonds dürfen (i) von nicht mehr als 100 Anlegern und (ii) nicht von natürlichen Personen gehalten werden.

Art. 9. Aktienklassen. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds, eine oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit der für den jeweiligen Teilfonds geltenden Anlagepolitik gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf den Mindesterwerb, ihre Zeichnungs- und Rücknahmegebühren, ihre Gebührenstruktur und ihre Rechte auf Ausschüttungen unterscheiden und mit unterschiedlichen Anlegerservicegebühren oder sonstigen Gebühren ausgestattet sein oder unterschiedliche Zielgruppen als Anleger, abweichende Übertragungsbeschränkungen, Referenzwährungen und/oder sonstige abweichende Merkmale aufweisen, wie vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt werden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse eines jeden Teilfonds einzeln berechnet.

Art. 10. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden als auf den Namen lautend ausgegeben; eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht. Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Aktien werden jeweils in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds ausgegeben. Die Aktionäre sind am jeweiligen Teilfondsvermögen in Höhe ihrer Aktien beteiligt. Die Aktien werden ausschließlich als vollständig eingezahlte Aktien ausgegeben.

(2) Alle von der Investmentgesellschaft begebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Investmentgesellschaft beziehungsweise von einer oder mehreren von der Investmentgesellschaft ernannten juristischen Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Aktionärs, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie die von ihm angegebene Adresse. Die Eintragung im Aktienregister gilt als eindeutiger Nachweis des Eigentums an den Aktien und die Investmentgesellschaft behandelt den eingetragenen Aktionär als uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer dieser Aktien.

(3) Jeder Aktionär muss der Investmentgesellschaft eine Adresse, Telefaxnummer und E-Mail-Adresse, an die alle Einladungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben, die ebenfalls im Aktienregister eingetragen wird. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung an den Sitz der Investmentgesellschaft oder an eine andere vom Verwaltungsrat bestimmte Adresse. Falls ein Aktionär die Angabe einer Adresse unterlässt, kann die Investmentgesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Adresse durch den Aktionär der Geschäftssitz der Investmentgesellschaft oder eine andere von der Investmentgesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Adresse als Anschrift des Aktionärs.

(4) Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern beziehungsweise von einer oder mehreren von der Investmentgesellschaft entsprechend bevollmächtigten natürlichen oder juristischen Personen unterzeichnet.

(5) Nach der Ausgabe sind die Aktien eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Aktienklasse, denen die Aktien angehören, berechtigt.

(6) Jede Aktie ermächtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme in der Aktionärsversammlung. Aktien können mit Bruchteilen von bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden, wobei etwaige Differenzbeträge zwischen dem aufgerundeten Betrag und dem exakten Bruchteilsbetrag der Investmentgesellschaft zustehen. Bruchteile von Aktien sind nicht stimmberechtigt, jedoch zur Teilnahme an den Ausschüttungen und den Liquidationserlösen berechtigt.

(7) Die Investmentgesellschaft erkennt nur jeweils einen Eigentümer je Aktie an. Bei Aktien, die von mehr als einer Person gehalten werden, hat die Investmentgesellschaft das Recht, die Ausübung der mit diesen Aktien verbundenen Rechte so lange auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer im Verhältnis zu der Investmentgesellschaft benannt ist. Gleiches gilt bei Konflikten zwischen einem Nutznießer und dem Besteller eines Nießbrauchsrechts (usufruitier) bzw. zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

Art. 11. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.

(1) Die Investmentgesellschaft kann den Erwerb und das Eigentum von Aktien durch bestimmte Personen, insbesondere Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen, insbesondere wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder der Investmentgesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Investmentgesell-

schaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als dem Großherzogtum Luxemburg unterworfen sein könnte.

(2) Stellt der Verwaltungsrat zu einem beliebigen Zeitpunkt fest, dass die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person (entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person) gehalten werden, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und ohne jegliche Verpflichtung

(a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Verfügung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Verfügung dazu führt, dass Ausgeschlossene Personen rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

(b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Verfügung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Investmentgesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Investmentgesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von Ausgeschlossenen Personen ergeben würde; und

(c) die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Aktionärsversammlungen verweigern; und

(d) unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens fünfzehn (15) Tagen die zwangsweise Rücknahme der Aktien vornehmen. Bei Rücknahme ist die Ausgeschlossene Person nicht mehr Eigentümer dieser Aktien. Die Kosten und Aufwendungen der zwangsweisen Rücknahme werden von den zurückgebenden Aktionären getragen. Die Auszahlung des jeweiligen Rücknahmepreises kann zu einem späteren Zeitpunkt, jedoch spätestens bei Liquidation des betroffenen Teilfonds erfolgen. Alternativ hierzu kann der Verwaltungsrat von einer Ausgeschlossenen Person verlangen dass er, vorbehaltlich der Ausübung des Verkaufsrechtes gemäß Artikel 16 der Satzung, seine Aktien an einen Sachkundigen Investor verkauft.

(3) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben gehandelt hat.

(4) Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien weder an Ausgeschlossene Personen noch an Nicht-Sachkundige Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 12. Ausgabe von Aktien.

(1) Die Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes an institutionelle und Sachkundige Investoren, die während der Erstemissionsphase eine Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet haben, die durch den Verwaltungsrat im Rahmen eines Closings angenommen wurde, ausgegeben. Aktien werden nicht an Ausgeschlossene Personen ausgegeben. Nach Ablauf der Erstemissionsphase (einschließlich eventueller durch den Verwaltungsrat beschlossenen Verlängerungen) können weitere Zeichnungsvereinbarungen im Rahmen weiterer Closings nur dann angenommen werden, wenn die Aktionärsversammlung des betroffenen Teilfonds einen entsprechendem Vorschlag des Verwaltungsrates mit einer Mehrheit von 75% ausdrücklich zustimmt.

(2) Die Ausgabe von voll eingezahlten Aktien erfolgt gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes aufgrund von Einzahlungsaufforderungen, die die Investmentgesellschaft während des Bindungszeitraums (jedoch vorbehaltlich der diesbezüglich im Emissionsdokument genannten Ausnahmen) an die jeweiligen Investoren richtet, soweit der jeweilige Investor dieser Einzahlungsaufforderung Folge leistet und der entsprechend abgerufene Betrag eingezahlt worden ist.

(3) Vorbehaltlich der nachstehenden Ausnahmen werden die Aktien während der Erstemissionsphase zum Erstemissionspreis ausgegeben. Um die Gleichbehandlung der Investoren eines Teilfonds während der Erstemissionsphase zu gewährleisten, ohne dass jedoch eine Berechnung des Nettovermögenswerts vorgenommen werden muss, kann die Investmentgesellschaft nach vernünftigem Ermessen in Bezug auf ein weiteres Closing den Erstemissionspreis durch einen Betrag erhöhen, welcher im Emissionsdokument näher definiert wird.

(4) Nach Ablauf der Erstemissionsphase werden Aktien zum letzten verfügbaren Nettovermögenswert je Aktie ausgegeben, der gemäß den Bestimmungen des Artikels 17 ermittelt wird. Ungeachtet des vorherstehenden kann die Ausgabe von Aktien im Ermessen des Verwaltungsrates auch weiterhin auf Basis des Erstemissionspreises erfolgen, sofern gewährleistet ist, dass die Verwässerung der Aktionäre ausgeschlossen ist.

(5) Der Preis, zu dem Aktien gezeichnet werden, kann sich gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes um eine Ausgabegebühr zu Lasten des zeichnenden Investors erhöhen.

(6) Die Investmentgesellschaft gibt während des Zeitraumes, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß den Bestimmungen des Artikels 18 ausgesetzt wurde, keine Aktien aus.

(7) Die Investmentgesellschaft kann von Zeit zu Zeit die Ausgabe von Aktien gegen Sacheinlagen zulassen, wenn die einzubiegenden Vermögenswerte im Einklang mit den auf den jeweiligen Teilfonds anwendbaren Anlagerichtlinien stehen. Jede Sacheinlage wird im Rahmen eines Bewertungsgutachtens des Wirtschaftsprüfers im Einklang mit den in Luxemburg geltenden gesetzlichen Bestimmungen bewertet. Die Kosten eines solchen Berichts sowie der damit einhergehenden Bewertung sind durch den jeweiligen Investor zu tragen.

Art. 13. Säumiger Investor.

(1) Zahlt ein Investor entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die in der Zeichnungsvereinbarung (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann der Verwaltungsrat nach Ablauf einer Frist von zehn (10) Bankarbeitstagen (beginnend am Ende der in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Zahlungsfrist) den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge dass

(a) von dem Säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an die Investmentgesellschaft in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage gefordert wird; und

(b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Investmentgesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

(2) Daneben kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen folgende Maßnahmen ergreifen:

(a) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Investmentgesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 85 % des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes der betroffenen Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der Investmentgesellschaft ausgezahlt wird;

(b) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 85 % des Nettoinventarwertes der maßgeblichen Aktien zu kaufen, nachdem die Investmentgesellschaft die Aktien zurückgekauft hat, wobei der Kaufpreis erst im Zeitpunkt der Beendigung des jeweiligen Teilfonds der Investmentgesellschaft an den Säumigen Investor ausgezahlt wird;

(c) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors; oder

(d) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

(3) Die vorstehend beschriebenen Ansprüche schließen andere gesetzliche Ansprüche nicht aus, sofern der Verwaltungsrat diese in Anbetracht der jeweiligen Situation als angemessen erachtet. Ferner kann der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen und unter Berücksichtigung der Interessen der nicht-säumigen Investoren auf die Geltendmachung dieser Ansprüche verzichten.

(4) Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit einer Mehrheit von 75% können neue Investoren zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 14. Rücknahme von Aktien.

(1) Die Aktionäre sind nicht berechtigt, die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen.

(2) Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, insbesondere um überschüssige Liquidität, statt im Rahmen von Ausschüttungen an die jeweiligen Aktionäre zurückfließen zu lassen. Hinsichtlich eines jeden solchen Angebots zum Rückkauf wird dessen Annahme durch sämtliche Aktionäre des betroffenen Teilfonds bzw. der betroffenen Aktienklasse fingiert. Jeder solche Rückkauf wirkt sich proportional auf ihren jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die eingetragenen Aktionäre des betroffenen Teilfonds bzw. der betroffenen Aktienklasse rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert.

(3) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, welche von Aktionären gehalten werden, die einer Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds nicht zustimmen. Der Rückkauf dieser Aktien erfolgt dann zu einem Rückkaufpreis, welcher auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert und gemäß eines durch den Verwaltungsrat festgelegten Berechnungsverfahrens ermittelt wird.

(4) Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass die Investmentgesellschaft berechtigt ist, den Rückkaufpreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, per Sachausschüttung auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend den Bestimmungen in Artikel 17) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rückkaufpreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Art. 15. Umtausch von Aktien.

(1) Der Verwaltungsrat kann in eigenem Ermessen und zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, alle oder einen Teil ihrer Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse in einem anderen Teilfonds umtauschen zu lassen. Jedoch kann der Verwaltungsrat Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit des Umtauschs zwischen bestimmten Teilfonds und/ oder Aktienklassen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen. Aktionäre haben nur das Recht, ihre Aktien in Aktien eines

anderen Teilfonds oder einer anderen Aktienklasse umzutauschen, wenn dies entsprechend im Emissionsdokument vorgesehen ist und die jeweils aufgeführten Bedingungen und Beschränkungen erfüllt werden.

(2) Die Berechnung des Umtauschpreises erfolgt unter bindender Bezugnahme auf den entsprechenden Nettoinventarwert je Aktie der zwei betreffenden Teilfonds bzw. Aktienklassen, und zwar berechnet zum selben Bewertungstag.

(3) Aktien, die in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse umgetauscht worden sind, werden annulliert.

Art. 16. Verfügung über Aktien.

(1) Grundsätzlich bedarf jede Verfügung über Aktien der Zustimmung des Verwaltungsrats. Eine Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Die Verfügung von Aktien ist grundsätzlich nur an Sachkundige Investoren möglich. Als „Verfügung“ gelten insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge („Offene Verbindlichkeiten“) durch den Investor nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um Sachkundige Investoren handelt. Hinsichtlich Verfügungen an die folgenden Sachkundigen Investoren wird der Verwaltungsrat seine Zustimmung im Regelfall erteilen: Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlage-gesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Hinsichtlich einer Verfügung an andere Sachkundige Investoren wird der Verwaltungsrat im Rahmen seiner Entscheidung über die Erteilung einer Zustimmung insbesondere deren Bonität (Vorhandensein eines Investmentgrade-Rating) oder das Vorhandensein ausreichender geeigneter Sicherheiten berücksichtigen.

(3) Für den Fall der Verfügung über Aktien wird den übrigen Aktionären ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Vor jeder Verfügung gemäß Artikel 16 Absatz (5) hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und/oder den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei (2) Monaten Gebrauch machen, kann die Veräußerung an den von dem Veräußernden bestimmten Dritten erfolgen.

(4) Aktien, die zum Sicherungsvermögen oder sonstigen gebundenen Vermögen eines Deutschen Versicherungsunternehmens gehören, sind vorbehaltlich des Nachfolgenden frei an andere Sachkundige Investoren verfügbar. Ausgeschlossen ist eine Übertragung an Ausgeschlossene Personen sowie eine Übertragung, die nach Ansicht des Verwaltungsrates dazu führen würde, dass die Aktien in einem Verwahr- oder Clearingsystem registriert werden, in dem die Möglichkeit besteht, dass die Aktien weiter übertragen werden könnten und dass diese Übertragung nicht im Einklang mit dem Emissionsdokument und der Satzung erfolgt.

Sofern und so lange Aktien zum gebundenen Vermögen eines Deutschen Versicherungsunternehmens gehören, der gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder einer anderen Vorschrift gesetzlich zur Bestellung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich einer solchen Verpflichtung freiwillig unterwirft, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(5) Ein Aktionär (nachstehend "Verkaufender Aktionär" genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltenen Aktien (nachstehend "Angebotene Aktien" genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend "Dritter" genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn (10) Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionären an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend "Vereinbarte Bedingungen" genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig (20) Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend "Annahmezeitraum" genannt).

(a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

(b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre verkauft, die gemäß vorstehendem Absatz (5) (a) im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

(c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf (5) Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig (20) Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

(d) Solange ein Aktionär noch Offene Verbindlichkeiten aus der Zeichnungsvereinbarung zu erfüllen hat, kann die Verfügung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern sich der Erwerber der Aktien nicht schriftlich, in einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Form, zur Übernahme aller anderen offenen Verbindlichkeiten des Veräußerers oder Zedenten verpflichtet hat, indem er unter anderem eine Beitrittsurkunde zur Einhaltung der Bedingungen der Zeichnungsvereinbarung ausfertigt.

(6) Der Verwaltungsrat bzw. eine von ihm beauftragte natürliche oder juristische Person wird keine Verfügung über Aktien in das Aktienregister eintragen, wenn die in dieser sowie ggf. im Emissionsdokument vorgesehenen Regelungen für eine Übertragung nicht eingehalten wurden.

(7) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.

Art. 17. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jeden Teilfonds und gegebenenfalls jede Aktienklasse in der Währung des jeweiligen Teilfonds beziehungsweise der jeweiligen Aktienklasse durch die Investmentgesellschaft (oder einen von ihr ernannten Vertreter) zu jedem Bewertungstag berechnet. Die Referenzwährung des/der einzelnen Teilfonds ist im Emissionsdokument angegeben.

(2) Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Diese Nettoinventarwertberechnung erfolgt für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt diese Aktienwertberechnung für jede Aktienklasse des Teilfonds getrennt. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrates auf den nächsten vollen Betrag auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass Tatsachen bekannt werden, aus denen sich ergibt, dass die vorhergehende Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines Teilfonds fehlerhaft war, diese vorhergehende Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(3) Die Vermögenswerte des Teilfonds können bestehen aus:

(a) Gesellschaftsanteile, Aktien und sonstige Beteiligungspapiere;

(b) Schuldverschreibungen;

(b) Barguthaben und sonstigen liquiden Mitteln, einschließlich aufgelaufener Zinsen;

(c) Geldmarktpapiere;

(d) Anteile an OGAW und vergleichbaren OGA;

(e) sonstige Wertpapiere;

(f) Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen, einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf/der Verfügung von Aktien oder anderen Vermögenswerten;

(g) Ausschüttungen, auf die der Teilfonds einen Anspruch hat, soweit sie ihm bekannt sind; oder

(h) allen übrigen Vermögenswerten jeder Art, einschließlich im Voraus entrichteter Kosten.

(4) Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) An einer Börse notierte oder in einem anderen geregelten Markt gehandelte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden zu den am Bewertungstag zuletzt verfügbaren Kursen der Börse bzw. an jenem geregelten Markt, der der Hauptmarkt für dieses Wertpapier bzw. Geldmarktinstrument ist, bewertet.

(b) Wertpapiere (inkl. Gesellschaftsanteile, Aktien und sonstige Beteiligungspapiere), die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, (insbesondere beschränkt übertragbare Wertpapiere), werden auf der Grundlage der Bewertungsgrundsätze gemäß den „International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV)“ oder ähnlichen anerkannten Bewertungsgrundsätzen ermittelt. Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, insbesondere wenn nach Ansicht des Verwaltungsrats diese nicht dem möglichen Verkehrswert entsprechen oder wenn dies im Interesse des jeweiligen Teilfonds und dessen Aktionären liegt.

(c) Schuldverschreibungen werden grundsätzlich zum Nominalwert zuzüglich Stückzinsen bewertet.

(d) Der Wert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der am Bewertungstag zuletzt verfügbaren Kurse solcher Verträge an den Börsen oder geregelten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

(e) Der Wert von Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden (OTC-Derivate), entspricht dem Nettoliquidationswert des jeweiligen Bewertungstages, wie er gemäß den Richtlinien der Verwaltungsgesellschaft auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage

festgestellt wird. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet. Im Falle von Zinsswaps unter Bezugnahme auf die zugrunde liegende Zinsentwicklung.

(f) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis der am jeweiligen Bewertungstag vorliegt, bewertet.

(g) Liquide Mittel werden mit deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

(h) Nicht auf Euro lautende Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollte ein Wechselkurs nicht verfügbar sein, wird er nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder nach einem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

(i) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese den Verkehrswert von Vermögenswerten eines Teilfonds besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltungsstelle kann sich auf diese von dem jeweiligen Teilfonds zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Bewertungsmethode stützen; und

(j) Besondere Bewertungsregeln für die Vermögenswerte einzelner Teilfonds können ggf. im Emissionsdokument geregelt werden.

(5) Die Verbindlichkeiten der Teilfonds umfassen:

(a) Darlehensverbindlichkeiten (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen) und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital zuzüglich etwaiger Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

(b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsvergütungen, Fondsberatungs- und Anlageberatungsvergütungen, Performancevergütungen, sonstige Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Gebühren der Depotbank, der Register- und Transferstelle und der Zentralverwaltungsstelle);

(c) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich der vom jeweiligen Teilfonds ausgewiesener aber noch nicht gezahlter Ausschüttungen;

(d) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen der Teilfonds bis zum Bewertungstag basieren (z.B. latente Steuern), und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Teilfonds ansieht; und

(e) alle übrigen Verbindlichkeiten eines Teilfonds, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten sind sämtliche von einem Teilfonds zu zahlenden Aufwendungen zu berücksichtigen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen eines Teilfonds enthält Artikel 25.

Die Teilfonds können regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(6) Für die Berechnung des Nettoinventarwertes nach diesem Artikel gilt Folgendes:

(a) Aktien, die ggf. gemäß dieser Satzung zurückgenommen oder eingezogen werden sollen, werden bis zu der Rücknahme beziehungsweise dem vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt in den Büchern als Aktien geführt, die sich im Umlauf befinden. Ab diesem Zeitpunkt bis zur Zahlung des Rücknahmepreises gilt dieser als eine Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds.

(b) Die vom jeweiligen Teilfonds auszugebenden Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

(c) Anlagen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung des am Bewertungstag gültigen Marktkurs oder Wechselkurs bewertet.

(d) Wenn sich ein Teilfonds an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der betreffende Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht als Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Sollte der genaue Wert der Gegenleistung am jeweiligen Bewertungstag unbekannt sein, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

(iii) Sowohl bei Käufen als auch bei Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem geregelten Markt gelten die in diesem Punkt (d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag, der auf den Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs folgt. Wird die Transaktion durch einen Broker ausgeführt ist der Tag maßgeblich, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt.

Art. 18. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe und sofern anwendbar der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.

(1) Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds, die Ausgabe sowie sofern anwendbar den Umtausch und die Rücknahme dieser Aktien zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser, auf dem für den jeweiligen Teilfonds relevanten Markt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum des jeweiligen Teilfonds stehenden Vermögenswerte ohne wesentliche nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder ggf. Rücknahme- bzw. Umtauschpreise nicht zutreffend berechnet werden können; oder

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts eines Teilfonds angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes eines Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts des jeweiligen Teilfonds (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von erheblicher Bedeutung ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden; oder

(c) sofern der Wert einer Gesellschaft, an der der Teilfonds direkt oder indirekt beteiligt ist, nicht zeitnah und genau bestimmt werden kann; oder

(d) während eines Zeitraums, in dem Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu marktüblichen Wechselkursen durchgeführt werden können; oder

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als den üblichen Feiertagen) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zuzuteilen sind, beeinträchtigt; oder

(f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Aktionärsversammlung oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre über einen Beschluss des Verwaltungsrates, den/die jeweilige(n) Aktienklasse/Teilfonds oder die Investmentgesellschaft aufzulösen, oder zum Zwecke der Verschmelzung der Investmentgesellschaft oder eines Teilfonds, falls diese vom Verwaltungsrat für notwendig erachtet wird und im Interesse der betroffenen Aktionäre ist; oder

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind; oder

(2) Die Investmentgesellschaft informiert die Aktionäre über eine Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds. Im Falle einer Aussetzung wird eine Berechnung nachgeholt, sobald die Umstände es wieder erlauben.

(3) Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts von anderen Teilfonds, die von den jeweiligen Ereignissen nicht betroffen sind.

Kapitel III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 19. Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein. Eine Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt maximal sechs (6) Jahre, die Wiederwahl eines Verwaltungsratsmitgliedes ist möglich. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats werden von der Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen bestimmt.

(2) Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen oder ersetzt werden.

(3) Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant werden, kann diese Position vorübergehend bis zur nächsten ordentlichen Aktionärsversammlung von den übrigen Verwaltungsratsmitgliedern ausgefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 20. Verwaltungsratssitzungen.

(1) Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte mit einfacher Stimmenmehrheit einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Der Schriftführer verfasst und verwahrt die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei (2) seiner Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

(2) Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, welches Verwaltungsratsmitglied den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

(3) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, indem es schriftlich (mittels Brief, Telefax oder eines anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen Kommunikationsmittels) ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

(4) Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung im Wege einer Videokonferenz teilnehmen oder durch andere Fernkommunikationsmittel, die ihre Identifizierung ermöglichen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, die die tatsächliche Teilnahme an der Sitzung, deren Beratungen und Entscheidungen kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich.

(5) Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung anwesend ist oder vertreten wird.

(6) Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführers, ernennen, die die Investmentgesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Investmentgesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

(7) Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei (3) Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, dies gilt nicht im Dringlichkeitsfall, wobei dann die Art und die Umstände, aus denen sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Mitteilung anzugeben sind. Es kann auf den Einberufungsbescheid verzichtet werden, falls jedes Verwaltungsratsmitglied hierzu per Telegramm, Telefax, Telex oder andere elektronische Mittel hierzu sein Einverständnis erteilt. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

(8) Beschlüsse des Verwaltungsrats sind wirksam, wenn sie im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse (Umlaufbeschlüsse) haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die im Rahmen einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

(9) Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden und der vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

(10) Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern.

Art. 21. Befugnisse des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat ist befugt, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszwecks und im Rahmen der Anlagepolitik und Anlagegrenzen gemäß Artikel 5 im Namen der Investmentgesellschaft vorzunehmen.

(2) Sämtliche Befugnisse, die nicht aufgrund rechtlicher Vorschriften oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

(3) Der Verwaltungsrat ist insbesondere befugt, Kredite aufzunehmen sowie gegenwärtige oder künftige Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 22. Zeichnungsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Investmentgesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die auch Verwaltungsratsmitglieder sein können, die durch den Verwaltungsrat ermächtigt wurden.

Art. 23. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Verwaltungsrat kann die laufende Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Zeichnungsbefugnis im Rahmen der laufenden Geschäftsführung) sowie die Befugnis, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszwecks und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

(2) Im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung der Investmentgesellschaft auf Verwaltungsratsmitglieder ist der Verwaltungsrat verpflichtet, der Aktionärsversammlung jährlich über die Gebühren, die Vergütung und sonstige diesem Verwaltungsratsmitglied gewährten Vorteile zu berichten.

(3) Der Verwaltungsrat kann zudem bestimmte Befugnisse auf Bevollmächtigte übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sind.

(4) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann. Außerdem kann der Verwaltungsrat sich durch einen Investorenbeirat, dessen Zusammensetzung und Befugnisse durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten lassen.

Art. 24. Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Aktionärsversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern für die geleisteten Dienste jährlich eine feste Vergütung zahlen. Diese Vergütungen werden als allgemeine Ausgaben der Investmentgesellschaft verbucht und durch den Verwaltungsrat nach freiem Ermessen unter den Verwaltungsratsmitgliedern aufgeteilt.

(2) Außerdem können den Verwaltungsratsmitgliedern die von ihnen in Bezug auf die Investmentgesellschaft getätigten Ausgaben vergütet werden, sofern sie angemessen sind.

(3) Die Vergütung des Vorsitzenden und des Schriftführers des Verwaltungsrats sowie die der Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Bevollmächtigten der Investmentgesellschaft werden durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 25. Kosten und Gebühren.

(1) Die Investmentgesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Investmentgesellschaft und dem Angebot von Aktien. Diese können gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds verteilt werden. Die Gründungskosten können während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren verteilt und abgeschrieben werden.

(2) Ferner können der Investmentgesellschaft bzw. dem/den jeweiligen Teilfonds gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes folgende Kosten und Gebühren belastet werden:

- (a) Verwaltungsvergütungen,
- (b) Fondsberatungs- und Anlageberatungsvergütungen,
- (c) Performancevergütungen,

(d) sonstige Gebühren für bestimmte für die Investmentgesellschaft, die jeweiligen Teilfonds oder deren Tochtergesellschaften oder Co-Investments erbrachten Dienstleistungen, insbesondere für Verwaltungs-, Buchhaltungs- und ähnliche Dienste, die im Zusammenhang mit den Anlagen der Investmentgesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds stehen.

(3) Außerdem können der Investmentgesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds folgende (laufende) Kosten belastet werden:

(a) In Luxemburg übliche Gebühren der Depotbank, Register- und Transferstelle sowie der Zentralverwaltung. Ferner können diese Dienstleister zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens entstandene Auslagen und bankübliche Spesen (sowohl im Rahmen des Erwerbs oder der Veräußerung als auch im Zusammenhang mit der Verwahrung von Vermögenswerten, hierin inbegriffen Gebühren eventueller Korrespondenzbanken sowie alle fremden Abwicklungs, Versand- und Versicherungsspesen) in Rechnung stellen sowie ggf transaktionsabhängige Gebühren vereinnahmen.

(b) Alle angemessenen Kosten und Auslagen, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten, der Verwaltung, und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence-Prüfung potentieller Investments, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird, als auch Kosten im Zusammenhang mit Absicherungsgeschäften.

(c) Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens und der Vermögenswerte, insbesondere die Kosten und Auslagen eines etwaigen Sachverständigen, entstehen.

(d) Die Kosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme oder Umtausch von Aktien.

(e) Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden.

(f) Kosten für Rechts- und Steuerberatung, sowie Buchhaltung, die der Investmentgesellschaft, den jeweiligen Teilfonds, den Tochtergesellschaften und Co-Investments entstehen sowie die angemessenen Kosten für Gutachter, Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute.

(g) Kosten in Zusammenhang mit der Errichtung und Verwaltung von Tochtergesellschaften und Co-Investments.

(h) Versicherungskosten.

(i) Kosten des Wirtschaftsprüfers.

(j) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen, insbesondere des Emissionsdokuments, der Satzung, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, sofern möglich Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien platziert werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen.

(k) Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Investmentgesellschaft und Tochtergesellschaften, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrates, des Investorenbeirats, ggf anderer Gremien der Investmentgesellschaft eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Investorenbeirats sowie anderer Gremien der Investmentgesellschaft, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder.

(l) Die Auslagen für Bannittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax, und Telexgebühren und ggf. Mietkosten von Büroflächen.

(m) Die Verwaltungsgebühren, die bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der CSSF und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft.

(n) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung.

(o) Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren.

(p) Weitere Kosten der Verwaltung, einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden.

(q) Etwaige Kosten für die Beurteilung der Investmentgesellschaft oder der jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen.

(r) Von der Investmentgesellschaft bzw. deren Teilfonds, den Tochtergesellschaften oder Co-Investments zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten).

(s) Kosten für die Auflage von neuen Teilfonds oder Aktienklassen.

(4) Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich ggf. anfallender Mehrwertsteuer.

(5) Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können der Investmentgesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften oder Co-Investments weiterbelastet werden.

Art. 26. Interessenkonflikte.

(1) Kein Vertrag und kein Vergleich, den die Investmentgesellschaft mit einer anderen Gesellschaft schließt, wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen an dieser anderen Gesellschaft haben.

(2) Ein Verwaltungsratsmitglied, ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert nicht dadurch das Recht in Angelegenheiten zu beraten, abzustimmen und zu handeln, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Zusammenhang stehen.

(3) Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet. Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Beschlüsse des Verwaltungsrats im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit und die zu normalen/ verkehrsüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

Art. 27. Freistellung und Entschädigung. Die Investmentgesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft, des Fondsberaters, der jeweiligen Anlageberater sowie jeden Vertreter eines etwaigen Investorenbeirats für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft, des Fondsberaters, der jeweiligen des Anlagebefater oder als ein Vertreter eines etwaigen Investorenbeirats aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Investmentgesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen Dritter, Schäden und Verbindlichkeiten gegenüber Dritten freistellen. Im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Investmentgesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

Art. 28. Wirtschaftsprüfer.

(1) Die im Jahresbericht enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Investmentgesellschaft vergütet werden, überprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Kapitel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 29. Vertretung. Die ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Investmentgesellschaft zusammenhängenden Handlungen, soweit sie nicht in dieser Satzung oder von Gesetzes wegen dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

Art. 30. Aktionärsversammlungen.

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, einberufen werden.

(2) Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am 2. Donnerstag im Juli um 14.00 Uhr MEZ an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten. Der Verwaltungsrat kann im Interesse der Investmentgesellschaft diese Generalversammlung an einem anderen Tag abhalten, dies im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen.

(3) Außerordentliche Aktionärsversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungsmitteilungen genannten Orten und Zeiten abgehalten werden.

(4) Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(5) Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht (8) Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung ein. Die Einladung wird per Brief an die im Aktienregister eingetragenen Adressen der im Aktienregister eingetragenen Aktionäre versandt; oder an andere von den Aktionären angegebene Adressen. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat, es sei denn die Aktionärsversammlung wird durch schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen. In diesen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung aufstellen.

(6) Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben wurden und wenn keine Veröffentlichungen, erfolgen, kann die Einladung ausschließlich per Einschreiben erfolgen. Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird, falls gesetzlich Vorgeschieden, im Memorial, in einer beziehungsweise in mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

(7) Die Aktionärsversammlung kann ohne eine förmliche Einladung stattfinden, wenn alle Aktionäre anwesend beziehungsweise ordnungsgemäß vertreten sind und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert erklären.

(8) Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

(9) Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden. Weiterhin gelten alle anwendbaren Regeln des Gesetzes von 1915.

(10) Aktionäre, die Aktien an einem Teilfonds halten, können jederzeit Aktionärsversammlungen zur Regelung von ausschließlich diesen Teilfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Art. 31. Mehrheitserfordernisse.

(1) Jede Aktie eines Teilfonds gewährt, im Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts und dieser Satzung, eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

(2) Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden in Einklang mit den im Gesetz von 1915 anwendbaren Regeln betreffend Quorum und Mehrheit gefasst.

Art. 32. Geschäftsjahr.

(1) Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

(2) Die Abschlüsse sind in Euro ausgewiesen und der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg aufgestellt.

Art. 33. Ertragsverwendung.

(1) Ausschüttungen werden durch die Aktionärsversammlung des jeweiligen Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang beschlossen.

(2) Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen Zwischenauszahlungen beschließen.

(3) Ausschüttungen an die Aktionäre werden auf das angegebene Konto gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf (5) Jahren nach ihrem Beschluss in Anspruch genommen wurde, verfällt zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

(4) Auf Ausschüttungen, die von der Investmentgesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Kapitel V. Schlussbestimmungen

Art. 34. Depotbank.

(1) Die Investmentgesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in seiner jeweils gültigen Fassung, zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

(2) Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

(3) Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von neunzig (90) Tagen nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 35. Auflösung der Investmentgesellschaft.

(1) Die Investmentgesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und Mehrheitserfordernisse nach Artikel 38 aufgelöst werden.

(2) Sollte der Nettoinventarwert unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Auflösung der Investmentgesellschaft vorzulegen. Die Aktionärs-Versammlung, die ohne Quorum entscheiden kann entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Investmentgesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von vierzig (40) Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

(3) Die Ausgabe neuer Aktien durch die Investmentgesellschaft wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Aktionärsversammlung, an der die Auflösung vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

Art. 36. Auflösung und Verschmelzung und Reorganisation von Teilfonds oder Aktienklassen.

(1) Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Auflösung und/oder Verschmelzung von Teilfonds beschließen. Im Fall der Auflösung eines Teilfonds kann der Verwaltungsrat den Aktionären dieses Teilfonds die Umwandlung ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds und gegebenenfalls Klasse zu, vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen vorschlagen. Im Falle der Verschmelzung von Teilfonds bedarf es, der Zustimmung der Aktionärsversammlung des einzubringenden Teilfonds. Für die entsprechenden Beschlüsse der Aktionärsversammlung gilt kein Quorum. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(2) Nimmt der Nettoinventarwert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds, gleich aus welchem Grund, in einem Maße ab, das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, so dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des/der betroffenen Teilfonds oder Aktienklasse nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation materiell ungünstige Folgen auf die Anlagen eines Teilfonds haben könnte, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit die zwangsweise Einziehung sämtlicher Aktien der betreffenden Teilfonds bzw. Aktienklasse zum jeweiligen Nettovermögenswert je Aktie beschließen.

(3) Vor dem Tag des Inkrafttretens der zwangsweisen Einziehung beziehungsweise Rücknahme benachrichtigt die Investmentgesellschaft die betroffenen Aktionäre und gibt die Gründe, und das Verfahren der zwangsweisen Einziehung an. Die im Aktienregister eingetragenen Aktionäre werden per Einschreiben benachrichtigt. Hierbei werden die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Vermögenswerte berücksichtigt, und auf den Bewertungstag berechnet, an dem der entsprechende Beschluss wirksam wird.

(4) Vermögenswerte, die nach der Durchführung der Rücknahme beziehungsweise Einziehung nicht an die Investoren ausgeschüttet werden können, werden für neun (9) Monate ab dem Tag des Inkrafttretens bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignations im Namen der Investoren hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht in Übereinstimmung mit geltendem Recht dort angefordert werden.

(5) Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert.

(6) Unter den in Absatz zwei beschriebenen Voraussetzungen kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte des zu liquidierenden Teilfonds einem anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft, oder einem anderen spezialisierten Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 ("Neuer OGA") zuzuteilen. Die Entscheidung muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den jeweiligen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den Neuen OGA enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

(7) Wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind, kann der Verwaltungsrat unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung der Aktionäre entscheiden, einen Teilfonds mit einem anderen Teilfonds zu verschmelzen:

- (i) wenn der Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds Unter einen gewissen Betrag fällt, der vom Verwaltungsrat als angemessen angesehen wird, um diesen Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise verwalten zu können, und/oder
- (ii) bei Änderungen im wirtschaftlichen und/oder politischen Umfeld des Teilfonds.

(8) Die Entscheidung zu einer Verschmelzung eines Teilfonds muss einen (1) Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, den betroffenen Investoren mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss Informationen in Bezug auf den neuen Teilfonds enthalten, während dieser Monatsfrist wird den Aktionären die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien angeboten.

(9) Ein Beschluss, die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen einzubringen, wie in den vorausgehenden Absätzen beschrieben, oder in einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen kann grundsätzlich durch Beschluss der Aktionäre des betroffenen Teilfonds gefasst werden, wobei die Anforderungen an die Beschlussfähigkeit und die Mehrheitserfordernisse wie für eine Satzungsänderung gelten. Sofern der Teilfonds jedoch mit einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen auf vertraglicher Basis ("Fonds commun de placement") oder einem im Ausland angesiedelten Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen wird, ist der Beschluss nur für diejenigen Aktionäre bindend, die für eine solche Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 37. Liquidation.

(1) Die Liquidation der Investmentgesellschaft und/oder eines Teilfonds wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann, die von der CSSF genehmigt werden müssen. Die Aktionärsversammlung (des jeweiligen Teilfonds) bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

(2) Das Vermögen der Investmentgesellschaft und/oder des jeweiligen Teilfonds wird bei Beendigung der Investmentgesellschaft oder des Teilfonds ordnungsgemäß liquidiert. Alle Nettoerlöse aus der Liquidation der Vermögenswerte werden bar ausgezahlt und im Verhältnis zu den gehaltenen Aktien verteilt.

(3) Die Liquidation der Investmentgesellschaft; und/oder eines oder mehrerer Teilfonds soll grundsätzlich und vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF zur Verlängerung innerhalb von neun (9) Monaten abgeschlossen sein. Der Liquidationserlös der Investmentgesellschaft und/oder eines oder mehrerer Teilfonds soll nach Abschluss der Liquidation bei der Caisse des Consignation in Luxemburg für den gesetzlich festgelegten Zeitraum hinterlegt werden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

Art. 38. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann nur durch die Aktionärsversammlung unter Einhaltung der Vorschriften des Gesetzes von 1915 und/oder des Gesetzes von 2007 bezüglich Beschlussfähigkeit Und Mehrheitserfordernisse geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, die besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 39. Maßgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 entschieden. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.
- (2) Die erste Aktionärsversammlung wird im Jahr 2014 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital der Investmentgesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in einunddreißig (31) Aktien ohne Nennwert des Teilfonds "Real Rendite AI S.A. - Infrastruktur und Erneuerbare Energien". Das gesamte Gründungskapital wird von der Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, vorgenannt, gezeichnet.

Alle Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Investmentgesellschaft ab sofort Zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Notargebühren

Die von der Investmentgesellschaft zu tragenden Notargebühren werden mit zweitausend Euro (EUR 2.000,-) veranschlagt.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführte Person(en), die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt/vertreten, hat/haben unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt/ bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

(I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) festgesetzt:

(II) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a. Jost Rodewald, geboren am 31. Mai 1971 in Braunschweig, ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

b. Dr. Michael Dröge, geboren am 10. Januar 1966 in Hameln, ansässig in Neuer Wall 63, D-20354 Hamburg, Bundesrepublik Deutschland;

c. Marc Kriegsmann, geboren am 12. Februar 1976 in Löh, ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

d. Uwe Krönert, geboren am 11. März 1970 in Bamberg, ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum, Luxemburg;

e. Jean-Claude Michels, geboren am 30. Juni 1972 in Malmédy, ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2017.

(III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

„Deloitte Audit“, mit Sitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, Sektion Nummer 67.895). Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2014.

(IV) Sitz der Investmentgesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Ettelbruck, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an den Anwesenden, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Claude MICHELS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2012. Relation: DIE/2012/15127. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur *pd.* (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 21. Dezember 2012.

Pierre PROBST.

Référence de publication: 2012169310/970.

(120223564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2012.

AMP Capital Investors (MGN Gas) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.884.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the tenth of December,

Before Maître Joseph Elvinger, Civil Law notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

AMP Capital Investors Limited (ABN 59 001 777 591), a limited company incorporated and organised under the Laws of Australia, having its registered office at level 24, AMP Sydney Cove Building, 33 Alfred Street, Sydney NSW 2000, Australia, holder of all the shares, represented by Sara Lecomte, private employee, residing professionally at 15, Côte d'Eich L-1450, Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall stay affixed to these minutes to be filed with the registration authorities,

who declared and requested the notary to act that:

1. AMP Capital Investors (MGN Gas) S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société anonyme), having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140884 (hereinafter, the Company), was incorporated on 8 August 2008 by deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number C-N° 2121 on 2 September 2008.

2. The corporate capital of the Company is set at GBP 20,000.- (twenty thousand Great Britain Pounds) divided into 20,000 twenty thousand) shares having a par value of GBP 1.- (one Great Britain Pound) each.

3. AMP Capital Investors Limited, prenamed, is the sole owner of all the shares in the Company (the Sole Shareholder).

4. The Sole Shareholder declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect.

5. The Sole Shareholder will act for the purpose of this dissolution as liquidator of the Company (the Liquidator); the Liquidator will have full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so as to bring into effect the purposes of the liquidation of the Company.

6. The Liquidator declares that all liabilities towards third parties known to the Company, including all liquidation costs, have been entirely paid or are duly accounted for and that he irrevocably undertakes to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved Company.

7. The Liquidator subsequently declares that after settlement of all the Company's liabilities, the amount remaining in the Company can be distributed to the Sole Shareholder as liquidation proceeds (the Liquidation Proceeds). The Liquidator and the Sole Shareholder thus approve the distribution of the Liquidation Proceeds to the Sole Shareholder.

8. The Sole Shareholder resolves to waive its right to appoint an auditor to the liquidation in charge of reporting on the liquidation operations carried out by the Liquidator and thus declares that there is no need to hold a second general meeting and resolves to hold immediately the third and last general meeting.

9. The Sole Shareholder resolves that discharge is given to Mr Ivo Hemelraad, Mr Wim Rits and Mr Richard Shields, directors of the Company and any past member of the board of directors of the Company for the exercise of their respective mandates.

10. The Sole Shareholder resolves that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

11. The books and documents of the Company will be kept for a period of five years in Luxembourg at the registered office of the Company, at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

In accordance, the person appearing, acting in his said capacity, requires the undersigned notary to state the above mentioned declarations.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

IN WITNESS WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxyholder of the person appearing, known to the notary by first name, last name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present notarial deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le dix décembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

AMP Capital Investors Limited (ABN 59 001 777 591), a limited company incorporated and organised under the Laws of Australia, having its registered office at level 24, AMP Sydney Cove Building, 33 Alfred Street, Sydney NSW 2000, Australia, ici représentée par Sara Lecomte, employée, avec résidence professionnelle au 15, Côte d'Eich L-1450, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement, qui a exposé au notaire instrumentaire et l'a prié d'acter:

1. Que AMP Capital Investors (MGN Gas) S.à r.l., une société à responsabilité de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140884 (la Société), a été constituée le 8 août 2008 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié le 2 septembre 2008 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-N° 2121.

2. Que le capital social de la Société est fixé à GBP 20.000,- (vingt mille Livres Sterling), divisé en 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de GBP 1,- (une Livre Sterling) chacune.

3. Que AMP Capital Investors Limited, prénommé, est le seul propriétaire de toutes les parts sociales de la Société (l'Associé Unique).

4. Que l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

5. Que l'Associé Unique agira pour les besoins de cette dissolution en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur); que le Liquidateur aura pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6. Que le Liquidateur déclare que tout le passif connu de la Société, y compris les frais de liquidation, a été dûment réglé ou approvisionné et qu'il s'engage irrévocablement à payer tout passif éventuel non encore connu et non encore payé de la Société dissoute.

7. Que le Liquidateur déclare par conséquent qu'après règlement de tout le passif de la Société, les actifs restants seront distribués à l'Associé Unique en tant que boni de liquidation (le Boni de Liquidation). Le Liquidateur et l'Associé Unique approuve ainsi la distribution du Boni de Liquidation à l'Associé Unique.

8. Que l'Associé Unique décide de renoncer à son droit de nommer un commissaire à la liquidation en charge de faire un rapport sur les opérations de la liquidation exécutées par le Liquidateur. N'ayant pas besoin de tenir la deuxième assemblée générale de liquidation, l'Associé Unique décide de fixer à tout de suite la troisième et dernière assemblée de liquidation.

9. Que décharge est donnée à M. Ivo Hemelraad, M. Wim Rits et M. Richard Shields, administrateurs de la Société, et tout administrateur que la Société a eu par le passé, pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

10. Que l'Associé Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts sociales ou de tous autres titres seront annulés.

11. Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société, au 15 rue Edward Steichen Luxembourg.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Lecture faite en langue du pays à la mandataire de la partie comparante es qualité qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, celle-ci signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S.LECOMTE, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 12 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59441. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2012169379/110.

(120223884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Sophielux 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 173.828.

— STATUTS

L'an deux mil douze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire, de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU

SOPHIELUX 1, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg;

ici représentée par Madame Flora Gibert, résidant professionnellement à Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privée.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de «SOPHIELUX 2».

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par mille cinq cent cinquante (1.550) actions ordinaires de catégorie A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et mille cinq cent cinquante (1.550) actions ordinaires de catégorie B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-).

Les droits et obligations attachés aux actions ordinaires de chacune de ces catégories sont identiques.

5.2 Le conseil d'administration est autorisé pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts à augmenter le capital social initial à concurrence de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent soixante-neuf mille (EUR 499.969.000) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000) à cinq cent millions d'euros (EUR 500.000.000,-) le cas échéant par l'émission de quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-seize mille neuf cents (49.996.900) actions de dix euros (EUR 10,-) de catégorie A et/ou de catégorie B, jouissant des mêmes droits que les actions existantes.

5.3 Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté, jusqu'à concurrence du montant du capital autorisé, à réaliser toute augmentation de capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, par l'émission de nouvelles actions ordinaires A et actions ordinaires B, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature.

5.4 Le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

5.5 A la suite de chaque augmentation du capital social dans le cadre du capital autorisé, qui a été réalisée et constatée dans les formes prévues par la Loi, le présent article sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil d'Administration.

5.6 De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

5.7 Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

5.8 Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

5.9 Le Conseil d'Administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Le capital autorisé et le capital souscrit pourront être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième mercredi d'avril à douze heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Commissaire(s).

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

15.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Affectation des Bénéfices.

17.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

17.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

17.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013. La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les mille cinq cent cinquante (1.550) actions ordinaires de catégorie A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et mille cinq cent cinquante (1.550) actions ordinaires de catégorie B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

12706

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille quatre cents Euros.

Résolutions de l'actionnaire unique

L'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à 5 (cinq) et celui des commissaires à 1 (un);

2. les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société:

- Monsieur Xavier de WALQUE, né le 14/01/1965 à Etterbeek (Belgique), demeurant à 2C, Jan van Boendalelaan, B-3080 Tervuren;

- Monsieur Alfonso PALLAVICINI, né le 05/07/1964 à Trévise (Italie) et demeurant à Avenue Hamoir 25/V, B-1180 Uccle;

- Monsieur Serge KRANCENBLUM, né à Metz (France), le 08/10/1961 demeurant professionnellement 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 07/05/1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement 412F Route d'Esch, L-2086 Luxembourg

- Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET, né le 10/08/1977 à Carpentras (France), demeurant professionnellement 412F Route d'Esch, L-2086 Luxembourg

3. les mandats des administrateurs seront répartis de la manière suivante:

CATEGORIE A:

- Monsieur Xavier de WALQUE;

- Monsieur Alfonso PALLAVICINI;

CATEGORIE B:

- Monsieur Serge KRANCENBLUM;

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET;

- Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET.

4. FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230 est nommé commissaire de la Société;

5. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2018; et

6. le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des du mandataire de la comparante, le présent acte est établi en français, suivi d'une version anglaise. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version française prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and twelve on the eighteenth day of December

Before the undersigned, Maître Joseph ELVINGER notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

SOPHIELUX 1, a public limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg and in process of registration with the trade and companies register of Luxembourg, hereby represented by Flora Gibert residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (the Proxyholder).

The said proxy, after having been signed «ne varietur» by the Proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company ("société anonyme") which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "SOPHIELUX 2 S.A.".

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) consisting of one thousand five hundred fifty (1,550) Category A ordinary shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each and one thousand five hundred fifty (1,550) Category B ordinary shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each.

The rights and obligations attached to the ordinary shares of each class of shares are identical.

5.2 The Board of Directors is authorized during a period of five years from the date of publication of the deed of incorporation to increase the initial corporate capital by four hundred ninety-nine million nine hundred sixty-nine thousand euro (EUR 499,969,000.-) in order to raise it from thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) to five hundred million euro (EUR 500,000,000.-) as the case may be by the issue of forty nine million nine hundred ninety-six thousand nine

hundred (49,996,900) shares of a par value of ten euro (EUR 10.-) each, to be distributed in A and/or B categories and having the same rights as the existing shares.

5.3 The Board of Directors is authorised and empowered, to realise any increase of the corporate capital within the limits of the authorised capital in one or several successive tranches, by the issuing of new A Ordinary Shares and B Ordinary Shares with or without share premium, against payment in cash or in kind.

5.4 The Board of Directors may delegate to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of the issue of new shares under the authorised capital.

5.5 Following each increase of the issued capital within the limits of the authorised capital, realized and duly stated in the form provided for by the Laws, this article will be modified so as to reflect the actual increase. Such modification will be recorded in authentic form by the Board of Directors or by any person duly authorized and empowered by the Board of Directors for this purpose.

5.6 Moreover, the Board of Directors is authorised to issue ordinary or convertible bonds, with any denomination and payable in any currencies. Any issue of convertible bonds may only be made within the limits of the authorized capital.

5.7 The Board of Directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions which may be related to such bond issue.

5.8 A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the company.

5.9 The Board of Directors is authorized to suppress or limit the preferential subscription right in case of an increase of capital within the limits of the authorized capital. The authorized and subscribed capital may be increased or reduced by a decision of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the same manner as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Wednesday of April at 12.00 AM. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors may appoint one delegate to the day to day management of the Company, who need not to be neither a shareholder neither a Directors, who will have the full power to act in the name of the Company concerning the day to day management.

12.2 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory Auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first business year begins on this day and ends on the 31st of December 2013

The first annual General Meeting will be held in 2014

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the Sole Shareholder, pre-named, represented as stated above, hereby declares to subscribe to the one thousand five hundred fifty (1,550) Category A ordinary shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each and one thousand five hundred fifty (1,550) Category B ordinary shares with a par value of ten euro (EUR 10.-) each, representing the total share capital of the Company.

All these shares are paid up by the Sole Shareholder to an extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) paid by the Sole Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

12711

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Law.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at one thousand four hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The Sole Shareholder, pre-named, represented as stated above, representing the entire of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at 5 (five) and the number of auditors at 1 (one);

2. the following persons are appointed as directors:

- Mr Xavier de WALQUE, born on 14/01/1965 in Etterbeek (Belgium), residing at 2C, Jan van Boendalelaan, B-3080 Tervuren;

- Mr Alfonso PALLAVICINI, on 05/07/1964 in Treviso (Italia) residing at Avenue Hamoir 25/V, B-1180 Uccle;

- Mr Serge KRANCENBLUM, born in Metz (France), on 08/10/1961 residing professionally 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Mr Jean-Hugues DOUBET, born on 07/05/1974 in Strasbourg (France), residing professionally 412F Route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Mr Pierre-Siffrein GUILLET, born on 10/08/1977 in Carpentras (France), residing professionally 412F Route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

3. The directors' mandated are divided in two categories as follows:

CATEGORY A:

- Mr Xavier de WALQUE;

- Mr Alfonso PALLAVICINI;

CATEGORY B:

- Mr Serge KRANCENBLUM;

- Mr Jean-Hugues DOUBET;

- Mr Pierre-Siffrein GUILLET.

4. that FIN-CONTROLE S.A., a public limited company (société anonyme) existing under Luxembourg law, with registered office in L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under the number B 42.230, be appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company;

5. that the terms of office of the members of the Board of Directors and of the statutory auditor will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2018; and

6. that the address of the registered office of the Company is in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch

Prevailing version

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of proxy-holder of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. At the request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French versions, the French version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 20 décembre 2012. Relation: LAC/2012/61220. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Référence de publication: 2013001292/572.

(130000245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Great Brands Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.867.

Le bilan au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000890/10.

(130000390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Parcoy Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.435.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-sixth day of November.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared the following:

Real Estate Investments International Corp., a company limited by shares ruled by the BVI Business Companies Act, having its registered seat at Flemming House, Wickhams Cay, PO Box 662 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affaires under the number 681.864 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Ms. Monique Drauth, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by Parcoy Holdings S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 149.435, and with a share capital of EUR 125,000.-, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 13 November 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under the number 2465 dated 18 December 2009 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 17 December 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under the number 400 dated 24 February 2010 (the "Articles of Association").

The appearing party, represented as above mentioned, has been fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Authorization and approval to decrease the Company's subscribed and paid-up share capital by an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) further to the repurchase of all twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each in accordance with the Company's Articles of Association and to cancel these Class J Shares, so as to reduce the Company's share capital from its current amount of one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000.-) to an amount of one hundred and twelve thousand five hundred euro (EUR 112,500.-) and to pay a repurchase price of six million five hundred fifty thousand six hundred seventy eight euro (EUR 6,550,678.-) to the Company's Sole Shareholder.

2. To amend article 6 of the Articles of Association of the Company so as to reflect the resolution to be adopted under the item 1 above.

3. To amend article 18 of the Articles of Association of the Company so as to reflect the resolution to be adopted under the item 1 above.

4. Miscellaneous.

The appearing party, represented as above mentioned, in its capacity of sole shareholder of the Company, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to decrease the Company's subscribed and paid-up share capital by an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) further to the repurchase of all twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each in accordance with the Company's Articles of Association and to cancel these Class J Shares, so as to reduce the Company's share capital from its current amount of one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Shares, twelve

thousand five hundred (12,500) Class B Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class E Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class F Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class G Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class I Shares and twelve thousand five hundred (12,500) Class J Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to an amount of one hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 112,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class C Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class D Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class E Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class F Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class G Shares, twelve thousand five hundred (12,500) Class H Shares and twelve thousand five hundred (12,500) Class I Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and to pay a repurchase price of six million five hundred fifty thousand six hundred seventy eight euro (EUR 6,550,678) to the Company's Sole Shareholder.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 6 of the Articles of Association of the Company, which shall forthwith read as follows:

" Art. 6.

6.1 Issued Capital

The issued capital of the Company is set at EUR 112,500 (one hundred and twelve thousand five hundred euro) divided into 112,500 (one hundred and twelve thousand five hundred (112,500) Shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, which are divided into:

- 12,500 (twelve thousand five hundred) class A shares (the "Class A Shares"), all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class B shares (the "Class B Shares"), all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class C shares (the "Class C Shares") all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class D shares (the "Class D Shares"), all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class E shares (the "Class E Shares"), all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class F shares (the "Class F Shares"), all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class G shares (the "Class G Shares"), all subscribed and fully paid up;
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class H shares (the "Class H Shares"), all subscribed and fully paid up; and
- 12,500 (twelve thousand five hundred) class I shares (the "Class I Shares"), all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles or by the Law.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

6.2 Shares

Section 1. Shares

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its Shares.

When the Company is composed of several shareholders, the Shares may be transferred freely amongst shareholders but the Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

Without prejudice to the right of the Company to redeem shares of one or several classes only in view of their cancellation, shares of any class may only be transferred, whether to an existing shareholder or a new shareholder, simultaneously with a proportionate amount of shares of each other Class of Shares held by the transferring shareholder.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 190 of the Law and 1690 of the Luxembourg civil Code.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Section 2. Share premium

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid in relation to any Class A Share in addition to the nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Class A Share which the Company may repurchase from its Class A shareholder(s), to offset any

net realised losses, to make distributions to the Class A shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Section 3. Profit Sharing

The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 18 in any year in which the shareholder(s)' meeting resolves to make any distribution of dividends.

Section 4. Voting rights

Each Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

Section 5. Repurchase of Shares

The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire Classes of Shares provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Class A Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the following order:

- (ii) Class I Shares;
- (iii) Class H Shares;
- (iv) Class G Shares;
- (v) Class F Shares;
- (vi) Class E Shares;
- (vii) Class D Shares;
- (viii) Class C Shares; and
- (ix) Class B Shares;

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of any class of Shares (in the order provided for above), each such class of Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the sole manager or in case of plurality of managers, the board of managers and approved by the shareholder(s)' meeting, and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant class of Shares held by them and cancelled."

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 18 of the Articles of Association of the Company, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 18.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then

- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the Class I Shares.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g. Class I Shares) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class H Shares).

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles."

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

Declaration

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is drafted in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-six novembre.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Real Estate Investments International Corp., une société limitée gouvernée par le BVI Business Companies Act, ayant son siège social au Flemming House, Wickhams Cay, PO Box 662 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, et enregistrée auprès du registre de Corporate Affaires sous le numéro 681.864 (l'"Associé Unique"),

représentée par Mme Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, déclare être l'associé unique de Parcoy Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.435, avec un capital social de EUR 125.000,-, constituée suivant acte passé par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 13 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2465 du 18 décembre 2009 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois suivant acte passé par devant Maître Carlo Versandt, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 17 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 400 du 24 février 2010 (les "Statuts").

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, reconnaît être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Agenda

1. Réduction du capital social souscrit et libéré de la Société d'un montant de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), suite au rachat de douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de Catégorie J ayant une valeur nominale d' un euro (EUR 1,-) chacune en conformité avec les Statuts de la Société et l'annulation de ces parts sociales de Catégorie J, pour réduire le capital social de la Société de son montant actuel de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) à un montant de cent douze mille cinq cents euros (EUR 112.500,-) et paiement d'un prix de rachat de six millions cinq cent cinquante mille six cent septante-huit euros (EUR 6.550.678,-) à l'Associé Unique.

2. Modification de l'article 6 des Statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1 et 2 ci-dessus.

3. Modification de l'article 18 des Statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1 et 2 ci-dessus.

4. Divers.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social souscrit et libéré de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), suite au rachat de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune en conformité avec les Statuts de la Société et l'annulation de ces parts sociales de Catégorie J, pour réduire le capital social de la Société de son montant actuel de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-), divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie A, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie B, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie C, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie D, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie E, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie F, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie G, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie H, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie I, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie J, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de cent douze mille cinq cents euros (EUR 112.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie A, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie B, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie C, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie D, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie E, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie F, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie G, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie H, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Catégorie I ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et de payer un prix de rachat de six millions cinq cent cinquante mille six cent septante-huit euros (EUR 6.550.678,-) à l'Associé Unique.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des Statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" Art. 6.

6.1. Capital Social. Le capital social est fixé à cent douze mille cinq cents euros (EUR 112.500,-), divisé en cent douze mille cinq cents parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, divise en:

- 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie A,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie B,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie C,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie D,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie E,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie F,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie G,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie H,
 - 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de Catégorie I
- entièrement souscrites et libérées.

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales sont identiques, sauf disposition contraire des Statuts ou de la Loi.

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la Réserve Légale.

6.2 Parts Sociales

Section 1. Parts Sociales

Envers la Société, chacune des Parts Sociales est indivisible.

Les codétenteurs de Parts Sociales doivent être représentés envers la Société par un représentant unique, choisi ou non parmi eux.

En cas d'associé unique, ce dernier peut céder librement ses Parts Sociales.

En cas de pluralité d'associés, les Parts Sociales peuvent être librement cédées entre associés. Cependant, les Parts Sociales pourront être cédées à des cessionnaires n'ayant pas la qualité d'associés seulement avec l'accord des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Sans préjudice du droit de la Société de racheter les Parts Sociales composant une ou plusieurs catégories dans le seul but de les annuler, les Parts Sociales d'une catégorie peuvent être cédées - que ce soit à un associé existant ou à un nouvel

associé - seulement en même temps que le nombre proportionnel de Parts Sociales de chaque autre Catégorie de Parts Sociales détenues par l'associé cédant.

La cession des Parts Sociales doit être établie par acte notarié ou acte sous seing privé. Cette cession sera opposable à la Société et aux tiers à condition d'en donner notification à la Société ou qu'elle soit acceptée par la Société, en application de l'article 190 de la Loi et de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

Le fait d'être propriétaire d'une Part Sociale vaut acceptation tacite des Statuts et des résolutions valablement adoptées par le ou les associés.

Section 2. Prime d'émission

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales de Catégorie A en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales de Catégorie A que la Société souhaiterait racheter aux détenteurs d'Actions de Catégorie A, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la Réserve Légale.

Section 3. Partage des bénéfices

Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer sont alloués de la manière décrite à l'article 18 au cours d'un exercice où l'Assemblée Générale décide de procéder à une distribution de dividendes.

Section 4. Droits de vote

Chaque Part Sociale confère une voix à son détenteur s'agissant de toutes les questions ouvertes au vote des associés.

Section 5. Rachat de Parts Sociales

Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation de l'intégralité d'une ou plusieurs Catégories de Parts Sociales, étant précisé cependant que la Société ne peut, en aucun cas, acheter et annuler les Parts Sociales de Catégorie A. En cas de rachats et annulations de Catégories de Parts Sociales, ces annulations et rachats seront effectués dans l'ordre suivant:

- (i) Parts Sociales de Catégorie I;
- (ii) Parts Sociales de Catégorie H;
- (iii) Parts Sociales de Catégorie G;
- (iv) Parts Sociales de Catégorie F;
- (v) Parts Sociales de Catégorie E;
- (vi) Parts Sociales de Catégorie D;
- (vii) Parts Sociales de Catégorie C; et
- (viii) Parts Sociales de Catégorie B.

En cas de réduction du capital social par rachat et annulation d'une Catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre prévu ci-dessus), chaque Catégorie de Parts Sociales donne à ses détenteurs le droit (proportionnellement à leur participation dans la Catégorie de Parts Sociales concernée) à une fraction du Montant Total d'Annulation fixé par le gérant unique ou conseil de gérance, le cas échéants, et approuvé par l'assemblée générale de(s) associé(s), et, la Société verse aux détenteurs des Parts Sociales de la Catégorie de Parts Sociales rachetée et annulée un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la Catégorie de Parts Sociales concernée qu'ils détenaient et qui a été annulée.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales dans les limites prescrites par la Loi."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 18 des Statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 18.** Le bénéfice net annuel de la Société est affecté à concurrence d'au moins cinq pour cent (5%) à la formation ou l'alimentation de la réserve requise par la loi (la "Réserve Légale"). Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

A l'issue de l'affectation à la Réserve Légale, le ou les associés décident du mode d'affectation du solde du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde à la constitution d'une réserve ou d'une provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant, ainsi que du report à nouveau, des réserves distribuables ou de la prime d'émission à ou aux associés, chaque Part Sociale conférant les mêmes droits dans le cadre de ces distributions.

Si, au titre d'un exercice, la Société décide de distribuer des dividendes, prélever une somme sur le bénéfice net ou les réserves disponibles résultant des résultats mis en réserve (y compris la prime d'émission), la somme affectée à ce titre sera distribuée selon l'ordre de priorité suivant:

- Premièrement, les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie A sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule soixante pour-cent (0,60%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A qu'ils détiennent; ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie B sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule cinquante-cinq pour-cent (0,55%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B qu'ils détiennent; ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie C sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule cinquante pour-cent (0,50%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C qu'ils détiennent; ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie D sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quarante-cinq pour-cent (0,45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D qu'ils détiennent; ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie E sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quarante pour-cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E qu'ils détiennent; ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie F sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule trente-cinq pour-cent (0,35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie G sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule trente pour-cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie H sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule vingt-cinq pour-cent (0,25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie I sont habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule vingt pour-cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie I; et ensuite.

Dans l'hypothèse où la totalité de la dernière Catégorie de Parts Sociales en circulation (par ordre alphabétique, c'est-à-dire les Parts Sociales de Catégorie I) aurait été annulée suite au remboursement, au rachat ou à un autre titre au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera affecté à la dernière Catégorie de Parts Sociales en circulation qui précède dans l'ordre inverse à l'ordre alphabétique (par exemple: initialement les Parts Sociales de Catégorie H).

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer que des fonds suffisants sont disponibles en vue d'une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Déclaration

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire du comparant à Luxembourg, connu du notaire instrumentant par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56024. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le décembre 2012.

Référence de publication: 2013001142/376.

(130000478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Graco International Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 17.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 161.470.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil de gérance de la Société en date du 6 décembre 2012 que Monsieur Simon Jan Wijbren Paulis a démissionné de sa position de gérant de type A de la Société avec effet au 31 décembre 2012.

Il est proposé de nommer en remplacement en tant que nouveau gérant de type A, Monsieur Jeffrey P. Johnson, né le 4 février 1960, dans le Minnesota, Etats-Unis d'Amérique, résidant au 85A Tuindelle, B-3090 Overijse, Belgique, avec effet au 31 décembre 2012 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Jeffrey P. Johnson comme gérant de type A de la Société;
- Carrie Daniel Russell comme gérant de type A de la Société;
- Karen Park Gallivan comme gérant de type A de la Société;
- Hille-Paul Schut comme gérant de type B de la Société; et
- Antonio João Gil Pires comme gérant de type B de la Société.

Le 31 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013000888/22.

(120226831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Globeweb S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 276, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 151.882.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013000901/10.

(120226892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Steenhaus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6834 Biver, 12, Millescheck.

R.C.S. Luxembourg B 151.658.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/01/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013002055/12.

(130000595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

SN Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.016.300,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 145.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Référence de publication: 2013002078/10.

(130000698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Wert PAB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 173.835.

En date du 20 novembre 2012, l'associé unique de la Société, Wert Investment Holdings S.à r.l. (ci-après l'Associé Unique), a décidé de prendre acte de la démission de Jakub Jasica en tant que gérant de la Société avec effet au 20 novembre 2012.

L'Associé Unique a en outre décidé de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet au 20 novembre 2012 et pour une durée illimitée:

- M. John Sinna, conseiller en investissement, résidant au 8500 Normandale Lake Blvd., Suite 1570, Minneapolis, MN 55437, aux Etats-Unis d'Amérique;

- M. Jean Roger Lemaire, administrateur de sociétés, résidant au 12A, rue Randlingen, L-8366 Hagen; et

- M. Teunis Akkerman, administrateur de sociétés, résidant au 15, rue Jean-Pierre Kommes, L-6988 Hostert.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013002148/20.

(130000710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

The historic river S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 145.710.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 3 janvier 2013 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 41, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012;

- L'adresse professionnelle de Monsieur Alberto Morandini et Madame Valérie Emond a été transférée du 41, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2012;

- Monsieur Alberto Morandini est nommé président du conseil d'administration avec effet immédiat et ce pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 janvier 2012.

Référence de publication: 2013002098/16.

(130001383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2013.

Delta Securities International Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 60.848.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2012*

L'assemblée a prononcé la clôture de liquidation de la société.

L'assemblée a en outre décidé que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège de CF Corporate Services, 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2013.

Référence de publication: 2013002349/16.

(130002104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2013.